



PRÉFET DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

du **16 FEV. 2011**

**fixant des prescriptions complémentaires
à la société Pétroplus Raffinage Reichstett
à Reichstett et Vendenheim
au titre du livre V, titre 1^{er} du Code de l'environnement**

LE PRÉFET DU BAS-RHIN

- VU le code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V, et notamment son article R 512-31,
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU le SDAGE Rhin-Meuse et le SAGE Ill-Nappe-Rhin,
- VU la circulaire du 8 février 2007 du ministère de l'écologie intitulée « Installations classées – Prévention de la pollution des sols – Gestion des sols pollués »,
- VU les actes administratifs délivrés pour l'exploitation de la raffinerie de pétrole de Reichstett par la Compagnie Rhénane de Raffinage : en particulier l'autorisation d'exploiter initiale du 7 juillet 1959, l'autorisation d'extension du 22 décembre 1980 (craquage catalytique en lit fluidisé), l'autorisation du 29 novembre 2001 (installation de cogénération, codification des prescriptions) complétée le 28 octobre 2004,
- VU l'arrêté préfectoral du 28 mars 2008 autorisant la société Petroplus Raffinage Reichstett (PRR) à reprendre l'exploitation des installations de raffinage de pétrole brut précédemment exploitées à Reichstett et Vendenheim par la Compagnie Rhénane de Raffinage,
- VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2010 mettant à jour les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter la raffinerie de pétrole de Reichstett et Vendenheim,
- VU le document intitulé « Réalisation d'un modèle mathématique en vue de définir l'optimisation du dispositif de pompage », BRGM, 3 octobre 1977,

- VU l'étude « Influence sur la nappe phréatique des puits existants et projetés », ANTEA, mars 1997, Annexe à l'étude d'impact de juin 1997,
- VU le Diagnostic initial – Etape A et évaluation simplifiée des risques – Raffinerie de Reichstett, URS, 30 août 2000 (04783-006-412),
- VU l'étude diagnostic des sols et des eaux suite à une pollution accidentelle par l'essence sur le site de la raffinerie de Reichstett, ANTEA, juillet 2001 (A 24076/A),
- VU l'étude intitulée « Raffinerie de Reichstett – Efficacité de la barrière hydraulique », ANTEA, septembre 2001,
- VU l'étude diagnostic de la pollution des sols et des eaux par les hydrocarbures sur le site de la gare routière de la raffinerie de la Compagnie Rhénane de Raffinage à Reichstett, ANTEA, 16 septembre 2002 (A28202/A),
- VU le document intitulé « Définition d'un réseau de contrôle des eaux souterraines au droit et à l'aval de la raffinerie de Reichstett », MARC SAUTER CONSULTANT, janvier 2005,
- VU l'EDR santé et ressource en eau du site de la raffinerie de Reichstett – Synthèse des données disponibles – Diagnostic approfondi, ANTEA, décembre 2005 (A40260/A),
- VU l'EDR pour la santé humaine et la ressource en eau du site de la Compagnie Rhénane de Raffinage de Reichstett – Modélisation hydrogéologique et calculs des risques, ANTEA, janvier 2006 (A40715/A),
- VU le document intitulé « Compagnie Rhénane de Raffinage à Reichstett - Pollution par des hydrocarbures au droit de la gare routière – Optimisation de la récupération des hydrocarbures flottants », MARC SAUTER CONSULTANT, avril 2007,
- VU l'étude intitulée « Impact des pompages Alsace Lait sur les écoulements souterrains au droit du site CRR à Reichstett », ANTEA, septembre 2007 (A 47546/A),
- VU le rapport du 29 décembre 2010 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis du Conseil Départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 12 janvier 2011,

CONSIDÉRANT les pollutions avérées et suspectées au droit du site de la société PRR,

CONSIDÉRANT que les eaux souterraines constituent la principale ressource régionale en eau potable et qu'il est donc nécessaire de prévenir toute dégradation de leur qualité chimique,

CONSIDÉRANT que l'existence d'un confinement hydraulique du site ne doit pas conduire à ignorer les possibilités de supprimer ou traiter des sources de pollution qui seraient susceptibles d'affecter la qualité des eaux souterraines en l'absence de confinement (mobilisation et dissémination des polluants suite à la remontée du niveau de la nappe), conformément aux préconisations de la circulaire du 8 février 2007 du ministère de l'écologie relative aux : « Installations classées – Prévention de la pollution des sols – Gestion des sols pollués »,

CONSIDÉRANT qu'en conséquence, il apparaît nécessaire de mettre à jour et de compléter les diagnostics des sols et des eaux souterraines effectués au droit du site afin de pouvoir élaborer des propositions de traitement des pollutions identifiées, pour l'ensemble du site,

APRÈS communication à la société Petroplus Raffinage Reichstett SAS du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 - CHAMP D'APPLICATION

La société Pétroplus Raffinage Reichstett SAS, ci-après désignée par : « l'exploitant », dont l'adresse du siège social est : CD37, 67116 REISCHTETT, est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants concernant la raffinerie de pétrole qu'elle exploite sur les territoires des communes de Reichstett et Vendenheim.

Article 2

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet un diagnostic des sols et des eaux souterraines complétant les diagnostics existants susvisés et permettant de répondre aux prescriptions de l'article 3.

Le diagnostic porte sur l'ensemble du site (incluant les zones de landfarming et la décharge) et des substances mises en oeuvre dans les installations ainsi que leurs produits de dégradation. Les substances chlorées utilisées au niveau du reformage catalytique devront entre autres être recherchées.

Au vu des données récoltées, il se prononce sur la nécessité d'adapter les modalités actuelles de surveillance des eaux souterraines.

Article 3

Dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet ses propositions concernant la maîtrise des sources de pollution concernant les sols et les eaux souterraines mises en évidence au droit du site par les différents diagnostics.

Il présente une analyse "coûts/avantages" et passe en revue les meilleures techniques disponibles à un coût raisonnable en vue de la suppression des sources. Au vu de cette analyse, si la suppression des sources n'est pas possible, il propose des mesures de gestion permettant de garantir que les impacts provenant des sources résiduelles sont maîtrisés et acceptables, tant pour les populations que pour l'environnement. Il prend notamment en compte les objectifs de potabilité fixés par le SDAGE.

L'arbitrage entre les différentes options de gestion possibles doit se faire au regard des perspectives de développement durable et d'un bilan environnemental global.

Dans cette optique, la mesure de gestion que constitue le maintien d'un dispositif de confinement hydraulique global du site à l'issue des travaux doit être justifiée même en cas de présence de sources résiduelles.

A contrario, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation, les effets d'un arrêt des pompages (partiel ou total) sur les terrains occupés par les installations et sur les terrains environnants doivent être définis : notamment modification des écoulements, remontée du niveau de la nappe, pertinence des modalités de surveillance des eaux souterraines en place.

Par ailleurs, l'existence de ces pompages ne doit pas conduire à ignorer les possibilités de supprimer ou traiter des sources de pollution qui seraient susceptibles d'affecter la qualité des eaux souterraines en l'absence de confinement hydraulique (mobilisation et dissémination des polluants suite à la remontée du niveau de la nappe).

Article 4 – ANALYSE CRITIQUE

Les études et résultats demandés aux articles 2 et 3 du présent arrêté sont soumis à analyse critique.

Cette analyse critique est effectuée dans un délai d'un mois à compter de la réception des études aux frais de la société Pétroplus Raffinage Reichstett par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Cette expertise devra notamment porter sur les points suivants :

- programme d'analyse des sols et des eaux souterraines,
- méthodes de traitement des sources de pollution,
- mesures de gestion retenues,
- bilan coûts/avantages,
- impact de l'arrêt du pompage.

Article 5– PUBLICITÉ

Conformément à l'article R 512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives des mairies de Reichstett et Vendenheim et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 6 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société Pétroplus Raffinage Reichstett SAS.

Article 7 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 – SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Article 9 - EXECUTION - AMPLIATION

- le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin
- les Maires de Reichstett et Vendenheim
- les inspecteurs des installations classées de la DREAL

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société Pétroplus Raffinage Reichstett.

LE PREFET



Pierre-Etienne BISCH

Délai et voie de recours (R 514-3-1 du code de l'environnement) :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (.) , dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

